Trottinettes : Pony veut exporter son modèle participatif à Paris

La startup française Pony a annoncé lundi sa candidature à l'appel d'offres que doit lancer la Ville de Paris pour développer son modèle de trottinettes en libre-service, qu'elle vend à des particuliers qui récupèrent la moitié des revenus de chaque course.

Temps de lecture : minute

---

4 novembre 2019

"On essaie de créer un modèle qui réconcilie les gens avec la trottinette", a expliqué à l'AFP le cofondateur de Pony, Paul-Adrien Cormerais. "Il y a à Paris un vrai rejet de la trottinette, il y a un sentiment de gâchis", a-t-il regretté, "parce que les trottinettes sont déversées, tombent de nulle part, envahissent les trottoirs, n'appartiennent à personne, sans vraies règles claires..." "Or, cette situation fait courir le risque de passer à côté de ce qu'est vraiment la trottinette: un mode de transport incroyable, rapide, pas cher",
a-t-il relevé. "Si on veut que ça marche, il faut impliquer les gens dans le succès du service", estime le jeune entrepreneur.

À lire aussi
Trottinettes électriques : un marché en or, vraiment ?

Soutenue par le patron de Free Xavier Niel, Pony propose 500 vélos en libre-service à Oxford (Angleterre), Angers et Bordeaux, et aussi depuis quelques mois 150 trottinettes électriques à Angers et 100 à Bordeaux. Les particuliers, appelés "Pony Angels", dont invités à acheter un engin -il faut compter 720 euros pour une trottinette et 220 euros pour un vélo-, qu'ils laisseront à disposition des usagers. Les propriétaires peuvent bien évidemment s'en servir gratuitement et ils touchent la moitié des revenus de location, soit pour les trottinettes "entre 130 et 150 euros par mois", selon Paul-Adrien Cormerais.

À lire aussi
Les trottinettes entrent (enfin ?) au code de la route

"Le fait que ces véhicules appartiennent à quelqu'un, ça change la perspective. Louer une trottinette Pony, c'est plus comme emprunter celle d'un voisin", a-t-il relevé, notant qu'"on a divisé par trois le vandalisme, et par huit les coûts de gestion". "On est, je pense, le seul acteur dans le monde a faire du free-floating (location de véhicules en libre-service, NDLR) rentable", a-t-il souligné. "On a commencé par des villes moyennes, on a cartonné, on a validé ce qu'on savait faire, on a attaqué Bordeaux qui est une des plus grandes métropoles françaises. (...) On est maintenant tout à fait capable d'attaquer la ville de Paris", a indiqué le cofondateur de la startup.

La mairie de Paris doit lancer dans les prochains jours un appel d'offres à l'issue duquel il n'y aura plus que trois opérateurs de trottinettes électriques dans la capitale.

À lire aussi
Le marché des trottinettes pourrait peser 40 à 50 milliards d'euros en 2025

Article écrit par Maddyness avec AFP